

Une meilleure planification pour une réponse coordonnée et ciblée en faveur de 1,2 millions de personnes



Credit@YAG TU/ Ousmane Ouolegueme

Faits saillants

1. Lancement du Plan National de Réponse Humanitaire 2026 en sécurité alimentaire et moyens d'existence
2. Présentation conjointe gouvernement-cluster du bilan sectoriel 2025 aux partenaires techniques et financiers
3. Environ 1,12 million d'enfants de 6 à 59 mois exposés à la malnutrition aiguë au Mali ;



Sommaire

1. Contexte humanitaire
2. Sévérité - Réponse - Gaps - Financement
3. Coordination sectorielle
4. Planification
5. Marchés et Prix
6. Transfert des connaissances
7. Évaluation des besoins
8. Partenaires en actions
9. Perspectives

1. Contexte

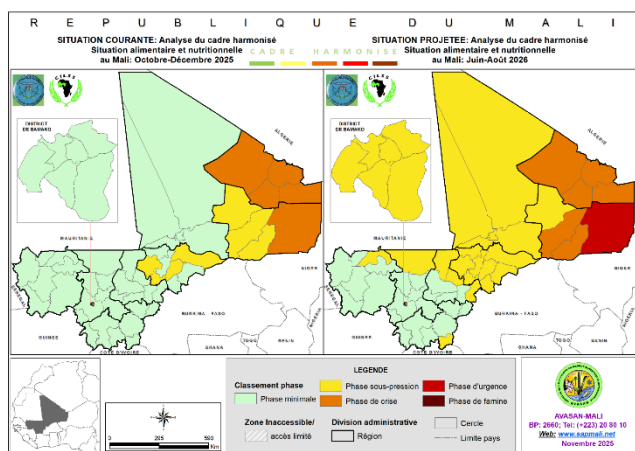
Entre janvier et mars 2026, le Mali a été confronté à une insécurité alimentaire persistante, particulièrement dans les régions du centre et du nord, en raison des conflits armés et de la hausse des prix des denrées. La dégradation de la situation humanitaire en 2025 annonce une année 2026 difficile, marquée par des pressions sécuritaires, économiques et climatiques. Les attaques armées, les engins explosifs et les tensions communautaires continuent d'affaiblir la stabilité et de provoquer des déplacements massifs de populations.

Selon le rapport de suivi des déplacements internes [DTM](#), près de 415 000 personnes étaient déplacées fin 2025, ce qui aggrave la vulnérabilité des ménages et réduit leurs moyens de subsistance. Dans les régions de Ménaka et Kidal, la situation reste critique, avec un accès très limité à l'alimentation en raison des prix élevés et de la baisse des revenus. Dans d'autres zones du centre et du nord, les ménages oscillent entre des niveaux de stress et de crise à cause de l'épuisement précoce des stocks alimentaires.

Par ailleurs, les perturbations dans l'approvisionnement en carburant et en intrants agricoles affectent fortement l'économie et la production agricole. Les hausses des coûts de transport et des intrants limitent l'accès aux certaines denrées, tandis que les activités économiques ralentissent, réduisant le pouvoir d'achat des populations. Les éleveurs sont également touchés par la dégradation des pâturages et la baisse de la production animale.

Au total, entre 2.03 millions de personnes pourraient avoir besoin d'une assistance en 2026, avec un pic attendu pendant la période de soudure. Face à cette situation, le gouvernement et ses partenaires ont mis en place un plan national de réponse visant à soutenir les populations vulnérables, renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience. Malgré ces efforts, la persistance de l'insécurité et les contraintes d'accès humanitaire risquent de maintenir la crise alimentaire tout au long de l'année.

2. Sévérité - Réponse - Gaps - Financement



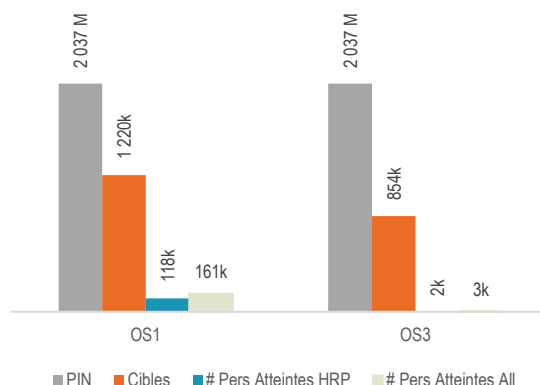
Selon le [cadre harmonisé](#), Environ 1,56 million de personnes sont en crise alimentaire ou pire, dans un contexte aggravé par l'insécurité et les déplacements de populations. Les cercles d'attentions sont les cercles de Kidal, Abeibara, Tessalit, Tinessako, Gao, Ansongo et Menaka (voir la carte CH).

La [réponse du Cluster Sécurité Alimentaire](#) a démarré progressivement, avec environ 119 000 personnes assistées dans le cadre du HNRP. En incluant les interventions hors HNRP, près de 163 000 bénéficiaires ont été atteints, ce qui reste faible par rapport aux besoins. Les activités ont principalement concerné

l'assistance alimentaire d'urgence, centrée sur la survie immédiate des populations vulnérables. Ainsi, la majorité des actions relèvent de l'objectif stratégique 1. (Voir le graphique 1), tandis que le soutien aux moyens d'existence reste très limité. Les personnes déplacées internes constituent la principale catégorie de bénéficiaires, en raison de leur forte vulnérabilité.

Par ailleurs, les interventions en cash ont permis d'assister environ 89 000 personnes, contribuant à améliorer leur accès à l'alimentation. Malgré ces efforts, la couverture reste très insuffisante, avec seulement 10 % des personnes ciblées atteintes. Le financement demeure insuffisant, seulement 6 % des 149 millions USD requis ont mobilisés.

En conséquence, plus d'un million de personnes demeurent sans assistance et exposées à une dégradation de leur situation alimentaire. Cette faible performance s'explique principalement par le manque de financement, les contraintes d'accès sécuritaire et les difficultés logistiques, notamment liées au carburant.



Graphique 1 : le niveau d'assistance de la sécurité alimentaire

3. Coordination sectorielle

RRM :

Au cours du premier trimestre 2026, le mécanisme de réponse rapide (RRM) a enregistré 13 alertes, dont 12 ont été validées. En comptage unique, 6 de ces alertes ont été traitées, permettant d'assister plus de 7 000 personnes issues de plus de 1 000 ménages. Ces interventions se sont concentrées dans les régions de Bandiagara, Mopti, Tombouctou, Gao, Ségou et Sikasso. La répartition des réponses par secteur met en évidence une couverture multisectorielle :

- La sécurité alimentaire a mobilisé 6 réponses et permis d'assister 7 068 personnes dans toutes les régions concernées
- Le secteur de la santé a appuyé 771 bénéficiaires,
- L'eau, hygiène et assainissement (EHA) 429 personnes,
- La nutrition 112 bénéficiaires et
- La protection 25 personnes.

Parallèlement, sur la même période, 40 réponses ont été engagées, permettant d'assister près de 60 000 personnes issues de plus de 10 000 ménages. Ces activités ont été mises en œuvre par 8 acteurs humanitaires, avec l'appui financier de 4 bailleurs.



Credit @Alfarouk/Yaya Gory

Ressources humaines

Le cluster sécurité alimentaire a initié des consultations pour identifier les membres du SAG et organiser l'élection du co-facilitateur. A cet effet, les termes de référence du SAG et de la co-facilitation ont été partagés et la campagne ouverte pour l'élection du co-facilitateur. Le cluster a accueilli un nouveau gestionnaire de l'information basé au PAM.

Lobbying et plaidoyer

La coordination du cluster s'est fondée sur les résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2025 ainsi que la stratégie sectorielle pour mener des actions de plaidoyer dans divers fora décisionnels. Elle a eu pour audience : le FONGIN, la PONA, une mission du Département d'État américain à Dakar, le Groupe Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, ainsi qu'un donateur canadien. Le cluster est davantage impliqué dans les réunions de coordination du Groupe de Dialogue Économie Agricole, Rurale et Irrigation

Le cluster sécurité alimentaire a assuré le lead dans l'élaboration d'une note de plaidoyer multisectorielle impliquant les coordonnateurs des clusters Nutrition, WASH, Protection et Santé. La coordination a effectué un état des lieux des Avis de Non-Objection des partenaires œuvrant dans la sécurité alimentaire dans le but de renforcer le plaidoyer auprès des autorités nationales avec l'appui de la coordination humanitaire.

Ateliers-Symposium-Retraite

GHI

-45%

Depuis 20 ans, WHH analyse la sous-alimentation, le retard de croissance, l'émaciation et la mortalité infantile afin de classer les pays selon les performances de réduction de la faim à travers 130 pays. Cet exercice est effectué dans l'optique d'éclairer les pays du reste du chemin à parcourir l'atteinte de l'ODD 2 « faim zéro ». Le 24 mars 2026, au Parc National de Bamako, a eu lieu le lancement du GHI 2025 en présence de la Directrice Pays, WHH a affirmé que le Mali a réduit la faim de 45% selon [le Global Hunger Index \(GHI\)](#).

Les 24 et 25 mars 2026, la coordination du Cluster Sécurité Alimentaire a participé à la retraite du cluster Protection dont l'objectif était de dresser un bilan du processus de restructuration humanitaire et des interventions menées en 2025 afin de dégager les perspectives pour 2026.



Le 25 mars 2026, le Cluster Sécurité Alimentaire et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire ont conjointement présenté leur bilan 2025 et les perspectives 2026 devant le corps diplomatique accrédité au Mali, le ministre des Affaires Étrangères et les Partenaires Techniques et Financiers. Le Ministre a réaffirmé l'engagement du Mali à faire de la sécurité alimentaire une priorité nationale et un pilier de souveraineté. (Voir [la présentation du PNR](#))

Le PNR 2026, présenté par le Ministre Commissaire à la sécurité alimentaire, Redouwane AG Mohamed Ali, est l'outil principal de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il traduit la volonté des autorités de renforcer la résilience des populations face aux crises alimentaires. La rencontre souligne l'importance d'une mobilisation collective et du partenariat avec les acteurs internationaux pour assurer une réponse efficace et durable.

4. Planification

Le plan national de la réponse humanitaire a été lancé en janvier 2026 par la coordination humanitaire et le gouvernement du Mali. Il a estimé à 6,7 millions le nombre de personnes dans le besoin humanitaire, avec une cible d'intervention fixée à 3,8 millions. La stratégie du cluster sécurité alimentaire cible 1,2 million de personnes sur un total de 2 millions de personnes dans le besoin en 2026, soit 100 % des populations en situation d'urgence, 60 % de celles en crise et 5 % de celles en situation de stress à haut risque d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le cluster a pris part aux activités contribuant à la finalisation de la rédaction du Programme national de filets sociaux au Mali, aux réflexions sur la dynamisation et l'extension du registre Social Unifié (RSU) et à la mise jour du Plan de contingence national multisectoriel.

5. Marchés et Prix

La fin du 1^{er} trimestre de l'année correspond à une période de transition entre la fin des récoltes et le début de la phase intermédiaire de commercialisation. Durant cette période, les activités agricoles de contre-saison se poursuivent, tandis que la reconstitution des stocks est progressive. Globalement, l'offre céréalière reste suffisante, même si certaines zones affectées par l'insécurité connaissent des difficultés. Afin de limiter la hausse des prix pendant le Ramadan, l'État a mis en place des mesures de subvention, notamment sur le riz importé. En ce qui concerne les prix, on note une légère hausse en mars 2026 par rapport au mois de février 2026.

Cependant, ces prix restent inférieurs à ceux de l'année précédente à la même période ainsi qu'à la moyenne des cinq dernières années.

On observe également des différences selon les zones : les prix sont plus élevés à Gao et plus bas à Ségou. Pour le riz local, les prix les plus élevés sont enregistrés à Kayes, tandis que les plus bas se trouvent à Tombouctou.

Tableau 1 : Evolution des prix des marches par localité

Cercles	Type Céréales	Prix en FCFA/Kg mois passé	Prix en FCFA/Kg mois actuel	Prix en FCFA/Kg même mois an passé	Prix en FCFA/Kg même mois des cinq (5) ans passés	Ecart en % par rapport au mois passé	Ecart en % par rapport au même mois de l'an passé	Ecart en % par rapport à la moyenne du même mois des cinq (5) ans passés
Koulikoro Ba	Mil	250	250	300	282	0%	-17%	-11%
Ségou Château	Mil	200	189	295	260	-6%	-36%	-27%
Mopti Digue	Mil	250	250	350	299	0%	-29%	-16%
Tombouctou	Mil	350	350	400	339	0%	-13%	3%
Gao	Mil	400	400	500	383	0%	-20%	4%
Kayes Centre	Sorgho	300	300	300	321	0%	0%	-7%
Sikasso Centre	Maïs	161	159	227	216	-1%	-30%	-26%
Bamako Dibida	Riz Local	450	450	550	470	0%	-18%	-4%
Bamako Dibida	Riz RM40	463	450	500	429	-3%	-10%	5%

Source : AVASAN mars 2026

6. Transfert des connaissances

Le cluster sécurité alimentaire a facilité le renforcement des capacités de 65 membres sur la mise à jour des outils de collecte notamment la matrice de planification, 5W et FTS. Les membres du cluster ont participé à la formation organisée par OCHA pour mieux se familiariser avec les nouveaux outils de suivi de la planification humanitaire.

7. Évaluation des besoins

L'analyse de l'[IPC AMN](#), tenue en janvier 2026 par la Direction Générale de la Santé, le cluster nutrition et ses partenaires a estimé qu'entre novembre 2025 et octobre 2026, environ 1,12 million enfants âgés de 6 à 59 mois seraient exposés à la malnutrition aiguë au niveau national, soit une baisse d'environ 29 % par rapport à l'année précédente. Les cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) sont estimés à plus de 227 000, marquant une réduction de 46 %, principalement grâce aux interventions menées dans les zones les plus critiques (phase 4 et plus de l'IPC en 2024). La période projetée de juin à octobre 2026, a classé 32 zones à des phases plus critiques et neuf zones passeront en phase 4.

- Le cluster sécurité alimentaire a participé à l'atelier technique de rédaction du rapport ENSAN 2025 en janvier 2026. Il a été convié par AVASAN aux réunions bimensuelles du comité technique pour les analyses destinées à préparer les évaluations des besoins sectoriels en 2026. A travers ce mécanisme, il préside le sous-comité mobilisation des ressources.
- Les résultats du [Rapport de DIEM around 10](#) révèlent que la crise sécuritaire a provoqué d'importants déplacements internes, touchant particulièrement les régions de Mopti et Ségou qui accueillent près de la moitié des personnes déplacées. Cette situation a entraîné une forte baisse des activités agricoles, la proportion de ménages pratiquant l'agriculture est passée de 94 % avant le déplacement à seulement 41 % après. Malgré cette diminution, l'agriculture demeure un pilier essentiel des moyens de subsistance, puisque 60 % des ménages déplacés continuent d'en dépendre, directement ou à travers le travail agricole. Cependant, la reprise des activités agricoles reste limitée, principalement en raison des difficultés d'accès à la terre et à l'eau, auxquelles s'ajoutent les coûts élevés, l'insécurité et la rareté des ressources.

8. Partenaires en actions

AlFarouk

Au premier trimestre 2026, l'ONG Al Farouk a assisté 8 100 ménages soit plus 25 000 personnes composés des PDI, réfugiés, personnes handicapées, etc résidant à Bamako, Koulikoro, San et Segou. Ces interventions ont bénéficié de l'appui financier de : Centre Roi Salman pour le secours et l'action humanitaire de l'Arabie Saoudite, IHH, Diyanet Vakfi, et Yetim Vakfi de la Turquie, Mountada Aid de l'Angleterre. Elles ont ciblé les populations vulnérables à travers des actions en sécurité alimentaire, moyens d'existence et assistance d'urgence, contribuant à renforcer leur résilience face aux chocs.



Credit @Alfarouk/Yaya Gory

Fond des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture FAO



Credit @FAO/Mohamed Cisse

La FAO contribue au renforcement de capacité opérationnelle des services techniques de l'Etat malien. Elle a remis deux véhicules 4x4 à la Direction Nationale de l'Agriculture dans le cadre du projet « Paysages résilients, productifs et durables » (PRPD), afin mieux suivre les activités de coordination et d'appui aux producteurs, notamment dans les régions de Kayes, Kita et Nioro.

L'action a été saluée par les autorités nationales, qui témoignent des bienfaits du partenariat entre le Gouvernement du Mali et la FAO en faveur d'une agriculture résiliente et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Programme Alimentaire Mondial

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en collaboration avec l'AVASAN, a mené une évaluation de la fonctionnalité des marchés entre décembre 2025 et janvier 2026. Cette évaluation, qui constitue l'approche standardisée du PAM pour l'analyse des marchés, vise à mesurer le niveau de fonctionnalité de chaque marché à travers un système de notation. Elle permet également d'identifier les contraintes et les domaines nécessitant des interventions afin d'assurer la continuité et l'efficacité de l'assistance. La collecte des données s'est déroulée du 24 au 30 décembre 2025 et les analyses ont eu lieu en janvier 2026.

Plan International



Credit @Yag Tu/Ousmane Oulogueme

communauté », (Témoigne de la représentante des femmes du périmètre maraîcher de Tanganaboyé).

Le plan International a appuyé à travers son projet **Top Up** des groupements de femmes avec des jardins maraîchers dans la région de Bandiagara. Ces groupements étaient composés de plus 50 femmes chacun organisées en AVEC. L'initiative a contribué à accroître la production locale de denrées alimentaires nutritives, à améliorer la consommation alimentaire des ménages et à générer des revenus. Ce qui renforce l'autonomie économique des femmes.

« Grâce à notre travail acharné, nous avons transformé nos efforts en résultats concrets, au bénéfice de nos familles et de l'ensemble de la

Au-delà des bénéfices économiques, ces activités renforcent le rôle des femmes dans la prise de décision au sein des ménages et contribuent à la résilience des communautés face aux chocs alimentaires.

9. Perspectives

- Suivi des déplacements à travers le RRM ;
- Suivi des prix marchés et des marches ;
- Mobilisation des fonds pour le financement des évaluations de 2026 ;
- Organisations des ateliers de planification et retraite annuelle ;

PARTENAIRES CONTRIBUTEURS



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial



Avec et pour les enfants



N'hésitez pas à nous contacter pour toute question ou commentaire :

Contact: info.mali@fscluster.org Website: <https://fscluster.org/mali>

Guy ONAMBELE, Coordinateur, Guy.onambele@fao.org ;

Sékou FOFANA, Assistant en gestion de l'information sekou.fofana@fao.org